La Suisse a-t-elle un avenir sans l'Union européenne?

YVES MIRABAUD

Président ASSOCIATION DE BANQUES PRIVÉES SUISSES

Le 25 novembre dernier, le peuple suisse a clairement rejeté l'initiative pour l'autodétermination. Ce faisant, il a dit non à l'instabilité juridique et préservé l'image d'une Suisse fiable et cohérente.

Toutefois, la Suisse n'en a pas fini avec les initiatives anti-européennes de l'UDC. Il va lui falloir faire les bons choix si elle veut maintenir des liens apaisés et constructifs avec son grand voisin.

Prochainement, les citoyens suisses devront se prononcer sur le référendum contre la révision de la loi fédérale sur les armes. Ce texte concerne de près nos relations avec l'Union européenne en ceci qu'il s'agit d'une reprise de l'acquis de Schengen, dont la réglementation en matière d'armes interdites a évolué suite aux attentats terroristes. Les spécificités suisses sont cependant préservées. Ensuite, les Suisses devront se déterminer sur l'initiative de l'UDC qui vise à résilier l'accord sur la libre circulation des personnes. Il y a peu de doutes que cette initiative remettrait en question toute la voie bilatérale poursuivie avec l'UE. Alors qu'il est maintenant question de la consolider en donnant un cadre institutionnel à cinq de nos accords d'accès au marché européen.

Cette cascade de textes anti-européens est inquiétante. Car, face aux défis majeurs que représentent la Chine et les Etats-Unis, notre pays a besoin d'une relation stable avec l'UE. Il a lui-même opté pour la voie bilatérale et signé des accords sur lesquels il n'est pas possible de revenir tous les six mois. La Suisse doit décider une fois pour toutes si elle souhaite travailler avec l'UE ou sans elle. Il est temps de mettre l'UDC devant ses responsabilités et de lui demander comment elle envisage l'avenir de la Suisse sans liens forts avec l'Europe.

En effet, en 2017, 53 % des exportations suisses étaient destinées à l'UE, ce qui en fait clairement le principal partenaire économique de la Suisse. Tandis que seuls 7% des exportations européennes se dirigeaient vers notre pays. D'autre part, le taux

de chômage très bas en Suisse, de 2,5% en novembre 2018, oblige les entreprises suisses, et les banques en particulier, à recruter à l'étranger les talents qu'elles ne trouvent pas ici. A cela s'ajoute que les banques privées ont besoin de spécialistes locaux connaissant bien la clientèle et les marchés de l'UE.

Ces données objectives montrent que la Suisse profite largement des accords bilatéraux, notamment de celui qui supprime les entraves techniques au commerce de nombreux produits industriels et qui doit être régulièrement mis à jour. Sans parler du programme de recherche «Horizon Europe», doté d'une enveloppe de 100 milliards de francs. Une aubaine pour l'innovation en Suisse, à condition qu'elle continue à y être pleinement intégrée. Les accords bilatéraux représentent le meilleur outil pour régler nos relations avec l'UE, et des opportunités formidables pour l'avenir de notre pays. Ne les galvaudons pas!

Certes, il faudra bien étudier le projet d'accord cadre qui vient d'être publié, pour en comprendre le coût, mais sans lui il sera difficile pour les banques privées de continuer à se développer en Suisse et d'y maintenir leurs emplois et les recettes fiscales que ceux-ci génèrent.